



**Conseil économique  
et social**

Distr.  
GÉNÉRALE

ECE/EB.AIR/2007/12  
28 septembre 2007

FRANÇAIS  
Original: ANGLAIS

---

**COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'EUROPE**

**ORGANE EXÉCUTIF DE LA CONVENTION SUR LA  
POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE TRANSFRONTIÈRE  
À LONGUE DISTANCE**

Vingt-cinquième session  
Genève, 10-13 décembre 2007  
Point 12 de l'ordre du jour provisoire

**EXTENSION DU CHAMP D'APPLICATION DE LA CONVENTION  
ET DE SES PROTOCOLES**

Note du Bureau

**INTRODUCTION**

1. À sa vingt-quatrième session, l'Organe exécutif a examiné les possibilités d'étendre le champ d'application de la Convention et de ses protocoles (ECE/EB.AIR/89, par. 60 à 62). Bien que toutes les délégations aient convenu qu'il fallait poursuivre les activités de promotion, certaines délégations ont proposé que l'Organe exécutif envisage de modifier les instruments juridiques, tandis que d'autres ont appelé à la prudence, vu les conséquences pratiques à prendre en considération et la lourde charge de travail actuelle des organes de la Convention. L'Organe exécutif a invité son Bureau à examiner la question de l'extension du champ d'application de la Convention afin d'étudier les solutions de rechange éventuelles, de définir des moyens plus précis d'accomplir des progrès et de faire rapport à cet égard à la vingt-cinquième session.
2. À ses réunions de 2007, le Bureau a examiné la question comme il lui avait été demandé et il a conclu que le document relatif aux possibilités d'extension du champ d'application de la Convention (ECE/EB.AIR/2006/8) présenté à l'Organe exécutif à sa vingt-quatrième session résumait toujours utilement les possibilités et options existant sur le plan juridique. Le Bureau a reconnu qu'il n'avait rien à ajouter à l'évaluation juridique et technique figurant dans ce document.

3. En outre, le Bureau est convenu que, pour offrir une large base de discussion au sujet de l'extension du champ d'application de la Convention, il devrait établir, à l'intention de l'Organe exécutif, un document qui contiendrait des informations additionnelles pertinentes, en particulier sur les activités connexes en cours. En consultation avec le secrétariat, il a examiné les liens actuels et potentiels avec d'autres régions et pays situés à l'extérieur de la région de la CEE et ses conclusions sont présentées ci-après.

## **I. LUTTE CONTRE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE AU NIVEAU MONDIAL**

4. L'un des objectifs de l'extension du champ d'application de la Convention est de permettre la prise en compte au niveau mondial des problèmes liés à la pollution. L'Équipe spéciale du transport hémisphérique des polluants atmosphériques a prouvé la circulation intercontinentale de certains polluants atmosphériques et a attiré l'attention sur les avantages de la lutte contre les émissions, au moins au niveau hémisphérique.

5. Diverses instances internationales ont examiné les possibilités de conclure au niveau mondial des accords concernant la lutte contre la pollution atmosphérique à l'échelle multirégionale; toutefois, hormis la Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants, ni les gouvernements ni les organisations actives au niveau mondial n'ont pris d'initiative en vue de négocier un accord à ce niveau sur d'autres polluants atmosphériques.

6. De fait, les discussions qui ont eu lieu au sein des régions et les discussions informelles tenues entre les représentants d'accords régionaux donnent à penser que l'approche régionale est peut-être plus efficace, dans la mesure où elle permet de mettre en place un mécanisme plus efficace et mieux ciblé pour aborder les questions régionales.

7. Les discussions menées à l'échelle mondiale au sein de la Commission du développement durable ont corroboré ce point de vue. Même à la neuvième session de la Commission, tenue en 2001, l'attention des participants a été appelée sur l'efficacité des accords régionaux. En particulier, le rapport du Secrétaire général sur la protection de l'atmosphère (E/CN.17/2001/2) a relevé que, dans certaines régions, des déclarations et des résolutions avaient été adoptées et des études et programmes de surveillance mis en œuvre aux fins de la lutte contre la pollution atmosphérique transfrontière. Le rapport faisait référence, entre autres, à la Déclaration de Cañuelas sur le contrôle et la prévention de la pollution atmosphérique dans les pays de l'Amérique australe, aux résolutions de Harare sur la prévention et le contrôle de la pollution atmosphérique en Afrique australe et de ses retombées transfrontières potentielles et à la Déclaration de Malé sur le contrôle et la prévention de la pollution atmosphérique transfrontière et de ses retombées transfrontières potentielles pour l'Asie du Sud. Il a également fait état de programmes de surveillance tels que le Réseau de surveillance des dépôts acides en Asie de l'Est et le Programme de surveillance du transport à longue distance de la fumée dans les pays de l'ASEAN, lancés par l'Organisation météorologique mondiale (OMM) et le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE). Il a été suggéré alors que la Commission recommande de renforcer la coopération régionale afin de réduire les niveaux de pollution atmosphérique.

8. Le rapport du Président sur la quinzième session de la Commission du développement durable, tenue en 2006, a également souligné l'intérêt des approches régionales et sous-régionales en matière de lutte contre la pollution atmosphérique. Il a indiqué que les participants à la quinzième session étaient convenus qu'il fallait «renforcer la coopération régionale et sous-régionale pour améliorer la qualité de l'air et maîtriser les sources de pollution atmosphérique transfrontière, naturelle comme anthropique, à l'aide d'une méthode permettant de les maîtriser, de les atténuer, de les étudier ou de prendre des dispositions à leur égard, tout comme de confronter des expériences régionales, et inciter les pays à coopérer au sein de cadres et de mécanismes régionaux et sous-régionaux pertinents institués d'un commun accord par les pays intéressés».

9. Dans la région de la CEE, la Conférence ministérielle «Un environnement pour l'Europe», qui aura lieu à Belgrade en octobre 2007, permettra d'examiner la mise en œuvre des accords multilatéraux de la CEE relatifs à l'environnement. Le document établi par le secrétariat (ECE/BELGRADE.CONF/2007/12) en vue de cette conférence comprend une section sur les synergies avec d'autres programmes internationaux et la promotion. Cette section attire l'attention sur les mesures prises dans le cadre de certaines conventions en vue d'accepter des parties n'appartenant pas à la région, ainsi que sur les mesures prises actuellement afin d'établir des contacts avec des pays voisins de la région de la CEE. Le document conclut ce qui suit: «[L]es conventions de la CEE sont des instruments efficaces pour protéger l'environnement et la santé des populations et pour renforcer la coopération internationale. Elles représentent d'excellents modèles et il peut être utile "d'exporter" leur expérience, leurs méthodes et leurs approches au moyen d'activités de promotion et d'une collaboration internationale au profit d'autres régions en proie à des problèmes analogues. Des efforts supplémentaires d'ouverture et d'échange d'informations avec d'autres régions du monde devraient être entrepris.».

10. À la Conférence ministérielle de Belgrade, une manifestation parallèle intitulée «Lutter contre la pollution atmosphérique à l'échelle régionale, hémisphérique et mondiale: possibilités offertes par la Convention de la CEE sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance» a été organisée par le Forum mondial sur la pollution atmosphérique (voir ci-dessous). Un document informel concernant cette manifestation parallèle (ECE/BELGRADE.CONF/2007/INF/8) explique que le Forum estime que la Convention devrait adopter un rôle de chef de file pour aider les pays à lutter contre les problèmes de pollution atmosphérique aux niveaux régional, hémisphérique et mondial. Ce document suggère qu'à cet effet le secrétariat de la Convention pourrait:

- a) Promouvoir l'infrastructure de coopération interrégionale;
- b) Promouvoir la coopération scientifique et technique entre les groupes régionaux;
- c) Proposer des programmes de partenariat avec d'autres régions afin de faire face aux problèmes communs urgents;
- d) Mettre à profit son savoir-faire et son expérience pour ouvrir un débat international sur les nouvelles politiques et institutions.

## II. FORUM MONDIAL SUR LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE

11. Bien qu'il n'existe pas d'accord mondial en bonne et due forme, une initiative informelle de l'Union internationale des associations de prévention de la pollution atmosphérique a débouché sur la création du Forum mondial sur la pollution atmosphérique en 2004. Bénéficiant désormais d'un financement du Gouvernement suédois et du soutien de l'Institut de Stockholm pour l'environnement, qui en assure le secrétariat, le Forum a réuni des représentants des entités suivantes: le secrétariat de la Convention, le Réseau d'information sur la pollution atmosphérique en Afrique (APINA); le Réseau de surveillance des dépôts acides en Asie de l'Est (EANET), l'ASEAN, les Initiatives pour la pureté de l'air dans les villes d'Asie (CAI-Asia), les villes de l'Afrique subsaharienne (CAI-SSA), et les villes d'Amérique latine (CAI-LA); le Réseau interaméricain pour les études atmosphériques/biosphériques (IANABIS) en Amérique latine; la Déclaration de Malé; et l'initiative sur les nuages bruns atmosphériques. Le Forum met à contribution les organisations internationales concernées par les processus régionaux, telles que le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), la CEE, le PNUE et l'OMM, ainsi que des responsables des organes directeurs et des représentants des centres de programme relevant des accords régionaux. En outre, le secrétariat, le Président et les membres du Bureau de l'Organe exécutif de la Convention ont participé aux discussions du Forum.

12. Le Forum est désormais bien établi et il examine des propositions de projets en vue d'une future collaboration. Il envisage également de renforcer les liens interrégionaux, éventuellement à l'aide de mécanismes tels que des mémorandums d'accord entre les secrétariats des divers accords régionaux. On trouvera de plus amples informations au sujet du Forum et de ses activités à l'adresse suivante: <http://www.sei.se/gapforum/origins.php>.

13. Le Forum reconnaît l'importance de fonder les mesures de lutte contre la pollution atmosphérique sur des bases scientifiques solides et considère que la Convention est un modèle important pour d'autres régions. Il relève en particulier que «des initiatives qui seront prises aux niveaux régional et hémisphérique, en particulier dans les pays en développement, pourront bénéficier de l'expérience tirée d'instruments tels que la Convention sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance lorsqu'il faudra recueillir des données et mettre en commun les compétences techniques de divers gouvernements participants, afin d'élaborer des politiques de prévention et de réduction de la pollution. Accord le plus ancien et le plus exhaustif sur la pollution atmosphérique régionale, la Convention a un rôle essentiel à jouer: inspirer et appuyer des programmes régionaux dans d'autres parties du monde, et contribuer à l'étude d'options et de moyens d'accomplir des progrès.»

## III. COLLABORATION SCIENTIFIQUE ENTRE DES ORGANES DE LA CONVENTION ET D'AUTRES RÉGIONS

14. Les organes scientifiques de la Convention coopèrent à des travaux menés à l'extérieur de la région, grâce à des contacts officiels et à des échanges informels entre scientifiques. On trouvera ci-après quelques exemples de cette collaboration.

15. De nombreux scientifiques participent à des travaux scientifiques portant sur d'autres régions. Cette collaboration interrégionale est favorisée par des réunions internationales de portée mondiale, telles que les conférences sur les pluies acides, qui se tiennent tous les cinq ans,

ainsi que par des projets de collaboration, en particulier ceux qui portent sur d'autres régions et bénéficient de l'appui d'États membres de la CEE.

16. À un niveau plus formel, la collaboration scientifique est assurée par le Groupe de travail des effets, créé en vertu de la Convention, et l'Organe directeur de l'EMEP<sup>1</sup>, ainsi que leurs organes subsidiaires et centres de programme. Les scientifiques et leurs organisations sont les bienvenus aux sessions annuelles de ces entités, et la session de l'Organe directeur de l'EMEP de 2007 a été l'occasion d'entendre des exposés présentés par des représentants du Bureau régional du PNUE pour l'Asie et le Pacifique, qui assure le secrétariat de plusieurs accords asiatiques, ainsi que du Centre de programme japonais de l'EANET.

17. Certains centres de programme relevant de la Convention entretiennent des contacts réguliers avec d'autres régions. Le Centre de coordination pour les questions chimiques de l'EMEP participe régulièrement aux réunions du Comité consultatif scientifique de l'EANET et lui fait part de l'expérience et des conseils de la région de la CEE. Le Centre de synthèse météorologique Ouest (CSM-O) et le Centre de synthèse météorologique Est (CSM-E) de l'EMEP sont en train d'élaborer des modèles de transport atmosphérique à l'échelle mondiale qui donneront aux travaux de la Convention une perspective planétaire et constitueront également un outil potentiellement utile pour d'autres régions. Pour sa part, le Programme international concerté d'évaluation et de surveillance des forêts du Groupe de travail des effets coopère étroitement avec l'EANET, et des réunions conjointes ont été organisées en Asie.

18. Les travaux de la Convention relatifs à la pollution atmosphérique au niveau de l'hémisphère sont particulièrement intéressants dans l'optique d'une coopération avec d'autres régions. C'est ainsi que l'Équipe spéciale du transport hémisphérique des polluants atmosphériques de l'EMEP a été invitée à encourager les experts n'appartenant pas à la région à participer à ses travaux, ce qui s'est avéré très fructueux. Il est indiqué dans plusieurs rapports de l'Équipe spéciale que des experts des pays suivants ont participé à au moins une de ses réunions: Cambodge, Chine, Égypte, Inde, Japon, Malaisie, Mexique, Nigéria, Pakistan, Philippines et République de Corée. Un certain nombre d'organisations mondiales, ainsi que des représentants d'autres accords régionaux ont également pris part aux réunions.

#### **IV. MESURES VISANT À OBTENIR UNE PARTICIPATION ET À PARTAGER L'EXPÉRIENCE DE LA CONVENTION**

19. Outre que l'Organe exécutif et les pays chefs de file encouragent les responsables de programmes et les équipes spéciales à associer d'autres régions aux travaux de la Convention, l'Organe exécutif a pris des mesures pour inviter des délégations de pays extérieurs à la CEE à participer à ses sessions. Bien que peu de pays aient répondu à cette invitation jusqu'à présent, le Bureau a reconnu qu'il s'agissait d'un geste important à l'égard du monde extérieur et il a demandé au secrétariat de continuer à inviter tous les pays non membres de la CEE aux sessions annuelles de l'Organe exécutif.

---

<sup>1</sup> Programme concerté de surveillance continue et d'évaluation du transport à longue distance des polluants atmosphériques en Europe.

20. Le terme «promotion» a beaucoup été utilisé ces dernières années et apparaît souvent dans les programmes et rapports de l'Organe exécutif, de ses organes subsidiaires et des bureaux de ces organes. Le Bureau de l'Organe exécutif juge nécessaire de sensibiliser davantage les délégations à la question des liens avec d'autres régions, afin qu'elles comprennent ce qui est déjà en train d'être fait, ce qui est prévu pour l'avenir et comment les pays et les programmes pourraient contribuer à faire avancer les travaux menés.

21. Pour présenter les travaux relatifs à la Convention, le Bureau désigne des «ambassadeurs», qu'il charge de mener des activités de promotion. C'est le cas lors de certaines manifestations au cours desquelles un expert représente la Convention avec l'accord d'un bureau ou du secrétariat. Toutefois, le Bureau a conclu un arrangement de plus longue durée avec M. L. Nordberg, ancien chef du secrétariat de la Convention. Alors qu'il était au service du Gouvernement suédois, M. Nordberg a eu à plusieurs reprises la possibilité d'informer des régions extérieures à la CEE des activités relevant de la Convention. En 2001, le Bureau s'est félicité des efforts de M. Nordberg et lui a suggéré de faire savoir qu'il agissait sous les auspices du Bureau de l'Organe exécutif. Dans cet esprit, M. Nordberg a fait rapport au Bureau et le secrétariat a veillé à ce qu'il soit tenu au courant des travaux relatifs à la Convention. Le Bureau a noté qu'il était possible de porter ce qui précède à l'attention de l'Organe exécutif afin de permettre à M. Nordberg d'agir sous les auspices de cet organe si cela était jugé nécessaire.

22. Le Bureau a vivement encouragé le secrétariat à participer aux activités de promotion. Un membre du secrétariat a régulièrement assisté aux réunions intergouvernementales de l'EANET et à d'autres réunions intergouvernementales, notamment celle qui a débouché sur la Déclaration de Malé. Ces réunions ont été de bonnes occasions de présenter les travaux relevant de la Convention et il arrive souvent que leurs participants invitent des organes de la Convention à partager son expérience de tout un éventail de questions, notamment scientifiques, techniques, financières, juridiques et administratives.

23. Dans le cadre de ces activités de promotion, le secrétariat a utilisé le Fonds d'affectation spéciale de la Convention afin de couvrir ses frais de voyage, étant entendu que la participation à des activités dépend des ressources disponibles.

## V. CONCLUSIONS

24. Le Bureau estime que les organes de la Convention ont pris un certain nombre de mesures utiles pour encourager la participation d'autres régions et la collaboration avec celles-ci. Il est d'avis qu'il importe de poursuivre ces activités, tout en tenant compte du programme de travail très chargé qui attend les gouvernements et leurs délégations, les organes de la Convention et le secrétariat au cours des prochaines années. Il sera difficile d'intensifier cette coopération, mais il faudra exploiter dans la mesure du possible chacune des possibilités qui se présenteront à cet égard.

25. L'Organe exécutif souhaitera peut-être notamment:

a) Prendre note des travaux en cours sur l'extension du champ d'application de la Convention, ainsi que des vues du Bureau concernant la poursuite des importantes activités entreprises;

- b) Se féliciter des activités du Forum mondial sur la pollution atmosphérique, et demander au Bureau et au secrétariat de le tenir au courant de l'évolution de la situation et des possibilités de coopération;
- c) Prendre note des activités d'importance menées par l'Équipe spéciale du transport hémisphérique des polluants atmosphériques, et prier instamment ses Parties chefs de file de continuer à encourager la participation d'autres régions;
- d) Prier instamment les organes de la Convention, en particulier les programmes, les équipes spéciales et les groupes d'experts, de collaborer avec les experts et organisations concernés extérieurs à la région, afin de partager les expériences de la Convention, ainsi que des informations techniques et scientifiques qui revêtent un intérêt;
- e) Approuver le système d'«ambassadeur» informel mis en place par le Bureau, et inviter celui-ci à établir une liste d'«ambassadeurs de la Convention» en mesure de présenter des informations sous les auspices de l'Organe exécutif de la Convention;
- f) Reconnaître l'importance du rôle du Bureau et du secrétariat dans les activités de promotion, et noter l'importance du versement de contributions au Fonds d'affectation spéciale de la Convention afin de financer la participation du secrétariat à des réunions qui ont lieu hors de la région;
- g) Décider que le secrétariat devrait continuer d'inviter les pays non membres de la CEE à participer aux sessions de l'Organe exécutif.

-----